

[Courrier international](#) [Presseurop](#) [Le Monde](#) [Télérama](#) [Le Monde diplomatique](#) [Le Huffington Post](#) [La Vie](#) [Boutique](#)
[Courrier international](#)

LUNDI 16 AVRIL 2012

Courrier international

[À la une](#) > [Afrique](#)

MAURITANIE • Un recensement périlleux pour la cohésion nationale

La population noire s'est soulevée contre le recensement en cours. Le mouvement "Touche pas à ma nationalité" dénonce une opération raciste, qui remet en cause l'appartenance à la nation des ethnies noires.

12.10.2011 | Babacar Justin Ndiaye | Leral.net

Pourquoi la fragile Mauritanie, encore convalescente de la grave crise des années 89-90 [lorsque des milliers de noirs avaient été chassés du pays], s'évertue-t-elle dangereusement à titiller ses vieux démons ; notamment celui de la fracture raciale ? Difficile de comprendre cette auto-fragilisation au moment où le pays est confronté au défi de la démocratie et à la menace du terrorisme.

Le besoin de statistiques fiables pour un aménagement optimal du territoire et une planification économique n'expliquent pas tout. Le recensement national est plus qu'un exercice administratif de routine. Il est un enjeu politique. Pas étonnant donc que la Mauritanie reste, depuis plus de trente ans, le seul pays au monde où les chiffres liés à démographie relève du secret-défense.

"Le plus grand danger qui menace présentement la cohésion nationale est le recensement en cours. Il faut revoir cette affaire qui suscite d'innombrables interrogations et de protestations dans certaines de nos villes". Ces propos du Président de l'Assemblée nationale, Messaoud Ould Boulkheir, sont le meilleur baromètre de la montée des périls découlant de l'enrôlement lancé, en mai dernier, pour officiellement mettre en place un nouveau système d'identification des Mauritaniens. Administratif, technique et routinier dans tous les pays du monde, le recensement démographique est, en Mauritanie, une opération grandement redoutée. Tant ses résultats (données chiffrées et fiables sur la population) conditionnent le destin politique de ce pays multiracial, multiethnique et multiculturel.

D'où la contestation anti-recensement qui fait vibrer, sur une grande échelle, les fondations de l'entité mauritanienne. A juste raison. Car les modalités de l'enrôlement sont diablement inflammables. Singulièrement, le libellé des questions réservées aux populations négro-mauritaniennes. Et surtout, la nature des pièces introuvables qui leur sont fortement exigées. Exemples surréalistes et provocateurs : le lieu de naissance du père du père ; les extraits ou bulletins de naissance de l'arrière grand-père etc. Comme si la colonie de Mauritanie -administrée depuis Saint-Louis du Sénégal - ne faisait pas partie de l'Afrique Occidentale Française (AOF) jusqu'à son indépendance obtenue le 28 novembre 1960.

Paradoxalement, le recensement ne pose aucune difficulté aux centaines de Touaregs (anciennement réfugiés maliens) que le régime du Président Ould Taya [au pouvoir de 1984 à 2005] avait fixé sur la vallée du Fleuve, afin de "dénégrifier" le sud mauritanien, par un rééquilibrage des données démographiques. Par ailleurs, l'enrôlement ne connaît bizarrement aucun hic dans les deux Hodh, c'est-à-dire les régions de Néma et d'Ayoun-el-Atrouss (le grand Est frontalier du Mali) amputé du Soudan français, et tardivement rattaché à la Mauritanie vers les années 40 par le gouverneur Christian Laigret.

Pourtant, ces zones sont peuplées de gens à la nationalité ambiguë ou fluctuante. Et que dire de l'ex-maire d'Akjoujt [ville minière du centre-ouest], Maurice Benza né de père antillais ? Décidément, les opérations d'enrôlement du Général Abdelaziz [à la tête du pays depuis 2008] ont un caractère ubuesque.



Si l'on y ajoute le fait que la majorité des enquêteurs sont en majorité maures [arabe], on saisit bien la fureur sans bornes des Toucouleurs, Ouolofs et autres Soninkés de Mauritanie [ethnies noires]. Ce n'est alors guère surprenant que les Mauritaniens issus des trois ethnies précitées soient les animateurs du mouvement "Touche pas à ma nationalité" qui fait barrage à ce recensement dont le but ultime est d'exclure administrativement les Noirs de leur pays. Sinistre répétition ou bégaiement de l'Histoire : après la déportation hors des frontières ; c'est désormais le ghetto qui fait du citoyen, un métèque chez lui. L'épicentre prévisible de la révolte (la vallée du Fleuve Sénégal) est évidemment la zone la plus quadrillée et la plus violemment traitée par les forces de l'ordre. Toute la willaya du Gorgol, c'est-à-dire la région de Kaédi, est sous contrôle policier. Outre le chef-lieu Kaédi, les villes de Maghama et de Mouqata ont été calcinées par la spirale révolte-répression. Même la ville très métissée de Rosso, capitale du Trarza, est

touchée par la bourrasque anti-recensement.

A l'intérieur comme à l'extérieur de la Mauritanie, le recensement diffuse ses ondes de choc. En effet, l'opération d'identification constitue du pain béni pour une opposition (toutes sensibilités confondues) secrètement contente de voir l'homme fort de Nouakchott s'emmêler fatalement les pinceaux dans une affaire politiquement explosive.

à lire également

- **Des violences entachent un recensement jugé discriminatoire** - [L'Observateur Paalga](#)
 - **Aqmi toujours plus dangereux** - [L'Observateur Paalga](#)
 - **La relève est déjà prête** - [L'Observateur](#)
 - **Un attentat qui porte l'empreinte d'Aqmi** - [Al-Hayat](#)
 - **Le Maroc paie les pots cassés** - [TelQuel](#)
 - **Un attentat déjoué de justesse en Mauritanie** - [Le Quotidien d'Oran](#)
 - **Les coopérants enlevés en Mauritanie auraient été libérés** - [El País](#)
-